

Les fachos 2016 (6)

Suède: Jimmie Åkesson, la dédiable version Grand Nord

Le dirigeant des Démocrates suédois, parti nationaliste et anti-immigration, a fait de sa formation l'une des trois forces politiques du pays, en suivant une stratégie de normalisation qui en rappelle une autre

Les faits — La crise migratoire a relancé en Europe, une extrême droite qui avait déjà le vent en poupe. La détestation de l'UE et le rejet des partis traditionnels font prospérer des formations mêlant nationalisme, souverainisme et xénophobie. Au prix, parfois, d'une résurgence des pires idéologies du siècle dernier. Galerie de portraits.

Aspect de jeune premier, coupe, rasage et costard impeccables... En cette soirée électorale de septembre 2010, le nouveau visage de l'extrême droite suédoise a les traits affables de Jimmie Åkesson, âgé alors d'à peine 31 ans.

Avec 5,7 % des suffrages, les Démocrates suédois (DS) envoient 20 députés au Parlement pour la première fois depuis leur fondation en 1988. Arrivé en sixième position au niveau national, le parti nationaliste fait une entrée remarquée dans le jeu politique. « Nous avons quatre ans devant nous pour parler des sujets qui nous intéressent et influencer la politique suédoise », commente modestement Jimmie Åkesson. Quatre ans plus tard, la percée est vertigineuse : les DS récoltent 13 % des voix et 49 sièges au *riksdag*, le parlement national.

A la manière de Marine Le Pen, le succès des DS doit beaucoup à la politique de « dédiablement » menée par son leader depuis 2005, le député Jimmie Åkesson. « Les médias ont également joué un rôle important dans son influence mais il s'est surtout débarrassé de son aile extrême, il y a eu une purge interne en direction des éléments les plus radicaux », rappelle Christophe Prémat, député des Français de l'étranger et ancien directeur adjoint de l'Institut français de Stockholm.

Omniprésent depuis plusieurs années sur les plateaux télé, le leader nationaliste a même été victime d'un *burn out* qui l'a tenu éloigné de longs mois de la vie politique avant son retour en mars 2015. Entre-temps, le succès de sa formation aux législatives de 2014 a poussé gauche et droite à conclure un accord de co-gouvernance historique. La coalition des sociaux-démocrates et des Verts, minoritaire à la chambre des députés, **avait vu son projet de budget rejeté**. De nouvelles élections anticipées étaient annoncées ; elles ont finalement été annulées **quand la majorité et l'opposition ont signé en décembre 2014 un pacte de non-agression inédit** pour leur permettre de cogérer le pays en faisant barrage à l'extrême droite. Cet accord a finalement volé en éclat en octobre dernier, après le retrait du bloc de centre droit.

Social et nationaliste. Exclue du jeu politique, piégée par la normalisation institutionnelle voulue et incarnée par Jimmie Åkesson, les DS se sont vite remis en selle à la faveur de la crise migratoire que connaît l'Europe dont le paroxysme a été atteint à l'été 2015. Après avoir

rétabli le contrôle aux frontières en novembre, **la Suède a ensuite durci les conditions d'octroi du droit d'asile** qui a forgé la réputation de tolérance et d'ouverture du pays.

Un virage dans la politique migratoire du pays que les observateurs ont attribué à la pression exercée par les DS qui ont fait de l'immigration le thème central de leur discours. Après avoir lancé à l'automne 2015 une campagne médiatique visant à décourager les migrants de venir en Suède, Jimmie Åkesson a poussé ses pions et appelé à l'arrêt de la politique d'asile ainsi qu'au départ du pays de l'Union européenne. « Nous voulons des contrôles permanents aux frontières et nous sommes opposés à la libre circulation au sein de l'UE. La Suède doit être un Etat souverain », a-t-il ainsi déclaré en octobre **au quotidien *Dagens Nyheter***.

A sa manière, la politique suédoise ressemble de plus en plus à celle de ses voisins européens. « Jimmie Åkesson a fait campagne sur le sauvetage de l'Etat-providence, l'héritage culturel, la limitation de l'immigration et montre une hostilité très forte vis-à-vis de l'UE. Il tient un discours social et nationaliste en même temps », explique Christophe Prémat. Une rhétorique qui, contrairement aux idées reçues, rencontre un écho favorable en Suède : les DS pourraient bien s'installer en troisième position lors des législatives de 2018, les sondages leur donnant aux alentours de 20 % des suffrages.